

Attribution de temps

du de la part des députés néo-démocrates en face qui n'en ont pas fait un secret d'ailleurs. Ils veulent, et leur leader à la Chambre et d'autres députés néo-démocrates ne l'ont pas caché, user de tous les moyens à leur disposition pour retarder, reporter et bloquer ce projet de loi. C'était tellement évident, monsieur le Président, que nous avons dû présenter une motion d'attribution du temps de parole.

• (1640)

M. Tobin: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Vous pourriez peut-être rappeler aux députés qu'il est antiparlementaire de faire des procès d'intention aux députés comme le fait en ce moment le ministre des Finances.

Le président suppléant (M. Paproski): Le ministre des Finances pour le débat.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, je ne fais de procès d'intention à aucun député; je ne fais que répéter clairement les intentions des députés néo-démocrates comme ils les ont eux-mêmes annoncées. C'est très clair. Je ne fais le procès d'intention de personne et je n'impute pas de visées à qui que ce soit. Il est on ne peut plus évident que les néo-démocrates veulent faire avorter le projet de loi.

M. Young (Gloucester): Bien sûr.

M. Gauthier: Laissez tomber la taxe.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, les députés d'en face nous demandent de renoncer à la taxe. Nous avons justement l'intention de renoncer à la taxe: à la taxe de vente fédérale, la taxe sur les ventes des fabricants qui existe depuis. . .

Des voix: Bravo!

M. Nault: Il ne restera pas un seul conservateur en Alberta.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Windsor—Sainte-Claire invoque le Règlement.

M. McCurdy: Monsieur le Président, si le ministre des Finances veut faire un procès d'intention aux néo-démocrates, je demande à défendre les intérêts des Canadiens parce que la vaste majorité des Canadiens s'opposent à la TPS.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, voilà un député de Windsor qui s'emporte et qui affirme que le Nouveau Parti démocratique protège les intérêts des Canadiens. Permettez-moi de lui demander pourquoi les néo-démocrates appuient une taxe qui freine les

exportations canadiennes. À Windsor, il y a de nombreux exportateurs. Dans le sud-ouest de l'Ontario. . .

Une voix: C'est faux.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le député prétend que c'est faux. À je ne sais combien de reprises, les représentants du secteur automobile, de l'industrie pétrochimique, des autres éléments du secteur manufacturier, du secteur minier et du secteur forestier, c'est-à-dire les industries essentielles, la force de notre économie, ont tous dit que la taxe actuelle était une taxe cachée qui nuisait à leur capacité d'exporter dans d'autres pays, ainsi que de créer des emplois et d'accroître la richesse économique au Canada.

M. Young (Gloucester): Ce n'est pas la façon de procéder.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): D'un autre côté, il y a des gens au Canada, des producteurs canadiens, qui doivent livrer concurrence à des importations. . .

M. Nault: C'est bon pour les touristes également!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): . . .et leurs produits sont assujettis à un tiers de plus de taxes que ces importations. Comment se fait-il que le député de Windsor et le député de Broadview—Greenwood persistent à appliquer une taxe qui nuit à notre économie? C'est tout à fait insensé de leur part.

M. Young (Gloucester): Ils veulent une taxe équitable.

Le président suppléant (M. Paproski): C'est le ministre des Finances qui a la parole.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je voudrais également signaler à nos vis-à-vis qu'il y a eu une commission royale en 1940, qu'on a procédé à une autre étude en 1956 et qu'il y a eu la Commission Carter en 1966, un autre rapport en 1973 et un cinquième rapport en 1983. Sauf erreur, tous ces rapports ont été commandés par le gouvernement libéral de l'époque et dans chacun d'eux, on a recommandé de supprimer carrément la taxe sur les ventes des fabricants.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, avant d'être interrompu, je disais que cinq rapports de comités ou de commissions royales d'enquête ont été diffusés et qu'ils recommandaient tous la suppression de la taxe actuelle sur les ventes des fabricants.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je suis ravi de voir les députés d'en face se lever d'un bond pour s'écrier: «C'est exactement ce que le gouvernement devrait faire.» Je suis ravi de les voir revenir à la raison et comprendre